Richou, au nom du comité d'aliénation, fait un rapport et présente un projet de décret tendant à autoriser l'Administration de l'Hôtel-Dieu de Gisors à échanger différents biens qui lui appartiennent contre la prairie offerte par les frères Morris et compagnie, il s'exprime ainsi :

Citoyens, les frères Morris et compagnie, négociants à Rouen, ont acheté les moulins de la ville de Gisors, appartement au ci-devant chapitre de Rouen, pour y établir une mécanique à filer du coton. Ils ont besoin pour compléter leur établissement, qui est très considérable, d'une prairie qui fait partie de l'acquisition desdits moulins.

L'Administration de cet hospice acquiesce à leur demande comme très avantageuse à l'Hôtel-Dieu. La maison dont il s'agit a un besoin pressant de réparation, elle n'est louée avec ses dépendances que 50 livres, et, par l'estimation légale qui en a été faite, le tout n'est évalué qu'à 3012 livres, tandis que la prairie que l'on propose l'est à 3600 livres. Ces raisons et les considérations de l'avantage du commerce et l'utilité de la ville de Gisors en particulier ont déterminé le conseil général de la commune, le district des Andelys, le département de l'Eure et le ministre de l'intérieur, à donner dans cette affaire leur avis conforme aux vœux des frères Morris ; or votre comité d'aliénation, sur le vu des pièces, vous propose le décret suivant :

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité d'aliénation, considérant l'avantage qui résulte pour le commerce, de l'établissement projeté par les frères Morris et compagnie, dans la ville de Gisors, et que l'échange qu'ils proposent avec l'Hôtel-Dieu de ladite ville est avantageux à cette maison.

Décète qu'elle autorise l'Administration de l'Hôtel-Dieu de Gisors, à échanger la maison, jardin et terrasse qui lui appartiennent, et dont il s'agit, contre la prairie offerte par les frères Morris et compagnie, sous les conditions énoncées dans la soumission faite par eux à ladite Administration.

La Convention adopte ce projet de décret le 16 novembre 1792.